

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

TABLEAUX RELATIFS À L'ORGANISATION DE LA JUSTICE DES MINEURS

MODALITÉS DE SAISINE DE LA JURIDICTIONS DES MINEURS

Intervention du parquet – Pas de saisine du JDE			
	Mesures alternatives aux poursuites (art 7-1 ord. 1945 et 41-1 du CPP)	Composition pénale (art. 7-2 Ord 1945 et art. 41-2 et 41-3 du CPP)	Tribunal de Police (art. 21 Ord 1945)
MODALITÉS	Le parquet fait le choix de recourir aux mesures alternatives aux poursuites	Parquet propose une composition pénale. Composition pénale n'est possible que si le mineur reconnaît avoir commis un délit	Huis clos obligatoire
INTERVENTION PJJ	-	RRSE obligatoire avant proposition de la compo pénale	
CONDITIONS POUR LE PARQUET	Accord obligatoire des représentants légaux hors le cas du rappel à la loi (art. 41-1 1° CPP)	Accord obligatoire du mineur et de ses représentants légaux en présence de l'avocat (article 7-2 ord. 1945)	Contraventions jusqu'à la 4ème classe
AGE DU MINEUR	-	Minimum 13 ans	
PHASE D'INSTRUCTION	-	-	-
POUVOIR DU MAGISTRAT	-	Parquet propose une ou plusieurs mesures : le JDE valide la proposition par ordonnance	
DÉLAIS AUDIENCE MISE EN EXAMEN / JUGEMENT	-	-	-
SANCTIONS ENCOURRUES	Mesure d'aide ou de réparation (art 12-1 ord 45)	Mêmes mesures que pour les majeurs + mesures spécifiques mineurs (article 7-2 ord. 1945 + art. 41-2 et 41-3 CPP) = exemples : stage de formation civique, suivi d'une scolarité ou d'une formation professionnelle, exécution d'une mesure d'activité de jour, Accomplissement d'un contrat de service en établissement public d'insertion de la défense (si mineur de plus de 16 ans), ...	Admonestation Amende si plus de 13 ans Si le Tribunal estime nécessaire de prononcer une mesure de surveillance il transmet le dossier au JDE compétent qui prononcera une LSP
NB	Avocat non obligatoire. Pas d'inscription au CJ. AJ non prévue. Pas d'intervention du JDE Les parents doivent être convoqués	Avocat obligatoire Inscription B1 du CJ	

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

Saisine du JDE avec phase d'information				
	Requête pénale (art. 5 al 2 Ord 1945)	COPJ mise en examen (art. 5 al. 3 et s. Ord 1945)	Défèrement – Présentation JDE/JI pour mise en examen (art. 5 al 2 Ord 1945 et 803-2 CPP)	Jugement à bref délai (art 8-2 ord 1945)
MODALITÉS	Parquet saisit le JDE en lui transmettant le dossier. Le JDE convoquera ultérieurement pour mise en examen (MEE)	Parquet demande à l'OPJ/APJ de notifier une convocation à comparaître devant le JDE pour MEE	A l'issue de la GAV présentation devant le magistrat de permanence JDE /JI	
INTERVENTION PJJ	RRSE établi à la demande du parquet ou du JDE RRSE obligatoire si : ✓ Crime ✓ Incarcération envisagée			
CONDITIONS POUR LE PARQUET	Délit ou contravention de 5ème classe	Délit	Si le procureur estime que les faits sont graves, que le mineur a déjà été condamné ou poursuivi ou que l'ordre public a été gravement troublé	Le parquet peut, à tout moment de la procédure s'il estime que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur ont été effectuées, et que les investigations sur les faits ne sont pas/plus nécessaires, demander au JDE de la comparution du mineur devant le TPE ou en chambre du conseil
AGE DU MINEUR				
PHASE D'INSTRUCTION	MEE	MEE	MEE	MEE
POUVOIR DU MAGISTRAT LORS DE LA MEE	Mesures sur les faits : auditions, confrontations, perquisitions, expertises, saisies... Sur le mineur et son environnement : examen médical, examen psychologique Enquête sociale et Mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) Expertise du mineur Mesures éducatives provisoires : liberté surveillée préjudicielle, (LSP) placement, réparation, activité de jour Injonction thérapeutique pour les consommateurs de produits stupéfiants art L 3424-1 code santé publique Contrôle judiciaire (art 10-2 ord 1945) Assignation à résidence avec surveillance électronique (ARSE) : la durée s'impute sur la durée d'emprisonnement Détention provisoire sur décision du JLD			
DÉLAIS AUDIENCE ENTRE LA MISE EN EXAMEN / JUGEMENT				Délai de 1 à 3 mois entre la mise en examen et le jugement devant le TPE ou en chambre du conseil
SANCTIONS ENCOURRUES	Sanctions/Mesures éducatives Renvoi devant le TPE Sanctions pénales	Sanctions /Mesures éducatives Renvoi devant le TPE Sanctions pénales	Sanctions/Mesures éducatives Renvoi devant le TPE Sanctions pénales	Sanctions/Mesures éducatives Sanctions pénales
NB	Avocat obligatoire	Avocat obligatoire	Avocat obligatoire	Avocat obligatoire

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

Saisine directe de la juridiction de jugement sans phase d'information			
	Citation directe devant TPE (art. 8-3 Ord 1945)	COPJ jugement (art. 8-1 Ord 1945)	DEFEREMENT Présentation immédiate « PIM » (art. 14-2 ord. 45)
MODALITÉS	Parquet demande à l'OPJ/APJ de notifier une convocation à comparaître devant le TPE en vue du jugement	Le parquet saisit le JDE pour juger le mineur primo délinquant dès sa première comparution devant le JDE. Le parquet peut aussi demander à OPJ.APJ de notifier une convocation à comparaître devant le JDE pour jugement.	A l'issue de la GAV présentation devant le Parquet et renvoi devant le TPE dans un délai max de 1 mois si le mineur a plus de 16 ans (2 mois si moins de 16 ans).
INTERVENTION PJJ	RRSE établi à la demande du parquet ou JDE RRSE obligatoire si : ✓ Crime ✓ Incarcération envisagée ✓ Jugement sans instruction préalable ✓ Citation directe TPE		
CONDITIONS POUR LE PARQUET	Investigations sur les faits pas nécessaires ET investigations sur la personnalité déjà accomplies au cours des 12 derniers mois Mineur déjà condamné ou procédure en cours	Le mineur doit être primo délinquant et aucune investigation supplémentaire ne doit être nécessaire	Investigations sur les faits pas nécessaires ET investigations sur la personnalité déjà accomplies
AGE DU MINEUR	Mineur de 13 à 16 ans : peine encourue d'au moins 5 ans Mineur de 16 à 18 ans : peine encourue d'au moins 3 ans		
PHASE D'INSTRUCTION	Pas de mise en examen	Pas de mise en examen	Pas de mise en examen
POUVOIR DU MAGISTRAT			
DÉLAIS AUDIENCE MISE EN EXAMEN / JUGEMENT	10 jours à 2 mois		
SANCTIONS ENCOURRUES	Sanctions éducatives et/ou Sanctions pénales	Sanctions éducatives et/ou Sanctions pénales	Sanctions éducatives et/ou Sanctions pénales
NB	Avocat obligatoire	Avocat obligatoire	Avocat obligatoire

CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE 2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945

**Hypothèse de l'ouverture d'une Information Judiciaire
(ouverture d'information obligatoire en matière criminelle)**

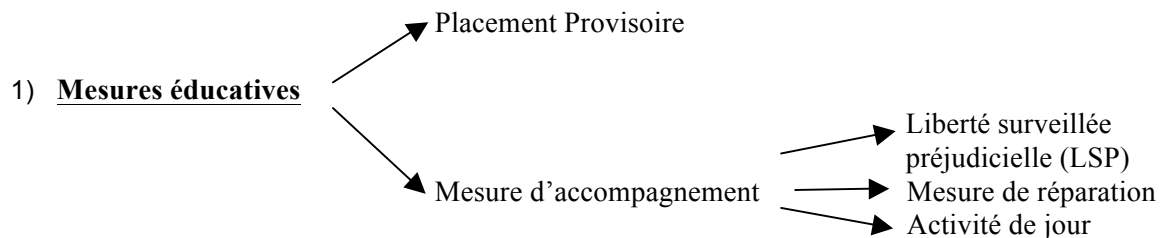
1. **Mineur présenté devant le JI à la sortie de sa GAV : Interrogatoire de Première Comparution (IPC) :** déclaration spontanées, répondre aux questions, se taire
2. **Si le Parquet demande le placement en détention provisoire**
 - Le JI accepte et renvoie le mineur devant le JLD qu'il saisit
 - Le JI refuse et rend une ordonnance de refus de saisine du JLD qui est immédiatement transmise au parquet (*Art 137-4 CPP*)
3. **ATTENTION saisine obligatoire du JLD (*art 137-4 CPP*)** *En matière criminelle ou pour les délits punis de dix ans d'emprisonnement, le procureur de la République peut alors, si les réquisitions sont motivées, en tout ou partie, par les motifs prévus aux 4° à 7° de l'article 144 et qu'elles précisent qu'il envisage de faire application des dispositions du présent alinéa, saisir directement le juge des libertés et de la détention en déférant sans délai devant lui la personne mise en examen ; l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention entraîne le cas échéant la caducité de l'ordonnance du juge d'instruction ayant placé la personne sous contrôle judiciaire.*

RAPPEL, motifs pour justifier la Détention Provisoire - Article 144, CPP :

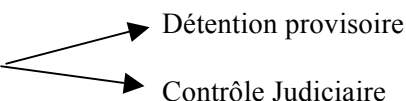
La détention provisoire ne peut être ordonnée ou prolongée que s'il est démontré, au regard des éléments précis et circonstanciés résultant de la procédure, qu'elle constitue l'unique moyen de parvenir à l'un ou plusieurs des objectifs suivants et que ceux-ci ne sauraient être atteints en cas de placement sous contrôle judiciaire ou d'assignation à résidence avec surveillance électronique :

- 1° Conserver les preuves ou les indices matériels qui sont nécessaires à la manifestation de la vérité ;
- 2° Empêcher une pression sur les témoins ou les victimes ainsi que sur leur famille ;
- 3° Empêcher une concertation frauduleuse entre la personne mise en examen et ses coauteurs ou complices ;
- 4° Protéger la personne mise en examen ;
- 5° Garantir le maintien de la personne mise en examen à la disposition de la justice ;
- 6° Mettre fin à l'infraction ou prévenir son renouvellement ;
- 7° Mettre fin au trouble exceptionnel et persistant à l'ordre public provoqué par la gravité de l'infraction, les circonstances de sa commission ou l'importance du préjudice qu'elle a causé. Ce trouble ne peut résulter du seul retentissement médiatique de l'affaire. Toutefois, le présent alinéa n'est pas applicable en matière correctionnelle.

MESURES PROVISOIRES PENDANT L'INSTRUCTION



CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE 2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945

- 2) Mesures d'ordre public 

Détention Provisoire	- de 13	13 à 16 ans	Plus de 16 ans
En matière criminelle	non	Oui ✓ Si peine criminelle encourue ✓ Non-respect du CJ prévoyant le placement CEF ou ARSE	Oui ✓ Si peine criminelle encourue ✓ Non-respect du CJ prévoyant le placement CEF ou ARSE
Durée max si crime		6 mois renouvelable une fois = durée max de 1 an Si révocation du CJ max + 1 mois	2 ans = 1 an + 6 mois + 6 mois Si révocation CJ max + 1 mois
En matière délictuelle	non	Non, <i>sf</i> si non-respect du CJ prévoyant le placement CEF ou ARSE	Non, si non-respect du CJ prévoyant le placement CEF ou ARSE OU si peine encourue égale ou supérieure à 3 ans
Durée max si délit		Si peine inférieure à 10 ans : 15 jours (renouvelable 1 fois max 1 mois soit max 15 + 15) Si peine supérieure à 10 ans : 1 mois (renouvelable max 1 fois soit max 2 mois)	Si peine encourue inférieure ou égale à 7 ans, 1 mois renouvelable une fois Si peine encourue supérieure à 7 ans : 4 mois renouvelable 2 fois sans pouvoir dépasser un an
Juge compétent		JLD statue après débat contradictoire parquet puis avocat ou JDE (si PIM)	JLD ou JDE (si PIM)

Durée de la détention provisoire : art 11 Ord.1945

1) En matière correctionnelle

Age	Peine encourue	Durée de la détention initiale	Prolongation de la détention	Maximum
- de 13 ans	-	Impossible	Impossible	-
13 – 16 ans	Moins de 10 ans	15 jours	15 jours	1 mois
	10 ans et plus	1 mois	1 mois	2 mois
16 ans et +	Peine inf à 7 ans	1 mois	1 mois	2 mois
	Peine sup à 7 ans	4 mois	2 x 4 mois	1 an

2) En matière criminelle

Age	Durée de la détention initiale	Prolongation de la détention	Maximum
- de 13 ans	Impossible	Impossible	-
13 – 16 ans	6 mois	6 mois	1 an
16 ans et +	1 an	2 x 6 mois	2 ans

FIN DE L'INFORMATION ET ORIENTATION DE L'AFFAIRE

I. Information conduite par le JDE

- ✓ Décision d'orientation
 - Ordonnance de non-lieu
 - Convocation en chambre du conseil
 - Renvoi TPE

Nb : renvoi TPE obligatoire si :

- Mineurs de plus de 16 ans au moment des faits + emprisonnement supérieur ou égal à 7 ans

L'Association l'Avocat et l'Enfant
Maison des Avocats – 14, rue Marcel de Serres – 34000 Montpellier –
lavocatetlenfant.montpellier@gmail.com

CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE 2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945

- Mineurs de plus de 16 ans en état de récidive légale + emprisonnement supérieur ou égal à 3 ans

II. Information conduite par le JI

- ✓ Ordonnance de non lieu
- ✓ Ordonnance de renvoi devant le JDE en chambre du conseil, ou devant le TPE
- ✓ Ordonnance de renvoi si crime devant TPE / Cour d'assise des mineurs si le mineur est âgé de plus de 16 ans

MESURES, SANCTIONS PENALES APPLICABLES AUX MINEURS

Mesures éducatives :

- remise aux parents ou aux services d'assistance à l'enfance,
- placement dans un établissement d'éducation ou dans un établissement médical,
- placement en CEF (*art 33 Ord. 1945*)
- admonestation (JDE) ou avertissement solennel (TPE)
- mesure de liberté surveillée
- mesure d'activité de jour
- mise sous protection judiciaire
- mesure d'aide ou de réparation

Sanctions éducatives :

- admonestation (JDE) ou avertissement solennel (TPE)
- interdiction (jusqu'à 1 an) de paraître dans certains lieux,
- interdiction (jusqu'à 1 an) de fréquenter certaines personnes (victime, co-auteur, complice)
- confiscation d'objets,
- mesure d'aide ou de réparation,
- suivi obligatoire d'un stage de formation civique.
- Travaux scolaires
- Placement en internat scolaire
- Interdiction d'aller et venir sur la voie publique entre 23 h et 6 h sans titulaire de l'autorité parentale

Sanctions pénales :

- d'une amende de 7 500 € maximum
- d'un placement dans un centre éducatif fermé (CEF) dans le cadre d'un sursis avec mise à l'épreuve,
- d'une peine privative de liberté avec ou sans sursis simple, ou assortie d'un SME, ou assortie d'un sursis TIG : ne peut excéder la moitié du maximum prévu pour un majeur coupable des mêmes faits,
- d'un travail d'intérêt général (si le mineur a plus de 16 ans).
- Suivi socio-judiciaire (*art 131-36-1 du CP*)
- Dispense de peine
- Ajournement avec ou sans mise à l'épreuve
- Stage de citoyenneté (*art 20-4-1 de Ord. 1945*)
- Stage de sensibilisation aux dangers des produits stupéfiants
- Sanctions-réparation (*art 131-8-1 CP et art 138-15-1 CP*)

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

	MESURES EDUCATIVES (applicables que pendant la minorité sauf mesure de réparation et MSPJ)				
	AUDIENCE CABINET DU JDE	TRIBUNAL POUR ENFANTS			COUR D'ASSISES POUR MINEURS
	Sans conditions d'âge Le JDE ne prend que des mesures éducatives	Moins de 10 ans	De 10 ans à 13 ans	A partir de 13 ans	A partir de 16 ans L'excuse de minorité peut être écartée
MESURES EDUCATIVES				<i>Art 15 (ord 45)</i>	
Admonestation	Oui	non	non	OUI	non
Ajournement	Oui si + 13 ans	non	non	Oui	Oui
Amende	non	non	non	oui	oui
Avertissement solennel	Non	non	Non	Oui	Oui
Dispense de mesure	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Liberté surveillée (LS) : max majorité, toujours prononcée à titre accessoire d'une autre mesure	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mesure d'activité de jour	Oui si + 13 ans	non	non	Oui	Oui
Mise sous protection judiciaire (MSPJ)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Peine privative de liberté	non	non	non	oui	oui
Placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle habilité	non	non	non	Oui	Oui
Placement dans un établissement médical ou médico pédagogique habilité	non	non	non	Oui	Oui
Placement dans un internat approprié aux mineurs délinquants d'âge scolaire	non	non	non	Oui	Oui
Remise à parents	Oui	non	non	Oui	Oui
Réparation	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Stage de formation civique, max 1 mois	oui	oui	oui	oui	oui
TIG ou sursis TIG	non	non	non	oui	oui

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

	SANCTIONS ÉDUCATIVES				
	AUDIENCE CABINET DU JDE	TRIBUNAL POUR ENFANTS			COUR D'ASSISES POUR MINEURS
	Sans conditions d'âge Le JDE ne prend que des mesures éducatives	Moins de 10 ans	De 10 ans à 13 ans	A partir de 13 ans	A partir de 16 ans L'excuse de minorité peut être écartée
<u>SANCTIONS ÉDUCATIVES</u>			<i>Art 15-1 (ord 45)</i>		
Admonestation	Oui	non	non	non	non
Ajournement	Oui si + 13 ans	non	non	Oui	Oui
Avertissement solennel	Non	non	Non	Oui si sanction éducative	Oui si sanction éducative
Confiscation	Oui	non	non	Oui	Oui
Dispense de mesure avec éventuellement dispense inscription CJ	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Exécution de travaux scolaires	non	non	Oui	Oui	Oui
Interdiction de paraître dans un lieu, max pendant 1 an	non	non	non	Oui	Oui
Interdiction de rencontrer ou recevoir la victime, max pendant 1 an	non	non	non	Oui	Oui
Interdiction de rencontrer le coauteur ou complice, max pendant 1 an	non	non	non	Oui	Oui
Liberté surveillée (LS) max majorité, toujours prononcée à titre accessoire d'une autre mesure	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mesure d'activité de jour	Oui si + 13 ans	non	non	Oui	Oui
Mise sous protection judiciaire (MSPJ) max 5 ans	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Placement dans une institution ou un établissement privé ou public d'éducation habilité	non	non	Oui max 1 mois	Oui max 3 mois	Oui max 3 mois
Placement dans un établissement scolaire doté d'un internat pour l'année scolaire	non	non	non	oui	oui
Interdiction d'aller et venir sur la voie publique entre 23 h et 6 h, sans être accompagné d'un parent	non	non		Oui max 3 mois renouvelable 1 fois	Oui max 3 mois renouvelable 1 fois
Remise à parents	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Réparation	non	non	Oui	Oui	Oui
Stage de formation civique, max 1 mois	non	non	non	oui	oui
TIG ou sursis TIG	non	non	non	oui	oui

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

	SANCTIONS PÉNALES (uniquement à partir de 13 ans)				
	AUDIENCE CABINET DU JDE	TRIBUNAL POUR ENFANTS			COUR D'ASSISES POUR MINEURS
	Sans conditions d'âge Le JDE ne prend que des mesures éducatives	Moins de 10 ans	De 10 ans à 13 ans	A partir de 13 ans	A partir de 16 ans L'excuse de minorité peut être écartée
Amende	non	non	non	oui	oui
Emprisonnement avec sursis simple : à condition que le mineur n'ait pas déjà été condamné à du ferme ou sursis au cours des 5 ans précédant les faits art 132-29 à 132-39 CP	non	non	non	oui	oui
Emprisonnement avec SME art 132-63 CP	non	non	non	oui	oui
Emprisonnement FERME	non	non	non	oui	oui
TIG ou sursis TIG : Entre 20 et 210 h	non	non	non	Oui à partir de 16 ans	oui

CASIER JUDICIAIRE

Inscription que sur le B1 pour les mineurs des condamnations définitives + contraventions 5^{ème} classe :

- Inscription B1 même si dispense de peine
- Inscription au B1 de la composition pénale validée par le JDE
- Mesures éducatives (réparation...) non inscrites au B1

Possibilité de demander la non inscription au B1 si dispense de peine, dispense de mesure

Concernant l'effacement au casier :

- Les sanctions éducatives s'effacent automatiquement 3 ans après leur prononcé si pendant ce délai pas de condamnation pénale
- Effacement facultatif sur demande auprès du JDE, 3 ans après le jugement

**CES TABLEAUX SONT APPLICABLES JUSQU'AU 1^{ER} OCTOBRE
2020 SUITE À L'ABORGATION DE L'ORDONNANCE DE 1945**

MINEURS ET FICHIERS

FIJAIS : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelle ou violentes

- Inscription automatique que pour les condamnations criminelles
- En matière délictuelle : inscription pas automatique
- Pour les mineurs de moins de 13 ans : pas d'inscription

Les informations sont conservées 10 ans lorsque la personne était mineure au moment des faits.

FNAEG : fichier national automatisé des empreintes génétiques

- Inscription automatique que pour les condamnations criminelles
- En matière délictuelle : inscription pas automatique
- Pour les mineurs de moins de 13 ans : pas d'inscription

Délais de conservation :

- **40 ans** pour les personnes définitivement condamnées, les personnes décédées, les personnes disparues, pour les personnes ayant bénéficié d'une décision de classement sans suite, non-lieu, relaxe ou acquittement pour trouble mental ainsi que les traces biologiques ;
- **25 ans** pour les personnes mises en cause ;
- **25 ans** pour les empreintes génétiques des ascendants ou descendants ;